



JEUNESSE DU SENEGAL: ENJEUX ET PERSPECTIVES

Résumé



Ce rapport a été rendu possible notamment grâce au généreux soutien du peuple américain à travers l'Agence des Etats-Unis pour le Développement International (USAID) selon l'Accord de Coopération N° EPP-A-00-08-00006-00. Les informations contenues dans ce manuel ne constituent en aucun cas des informations officielles du Gouvernement Américain et ne représentent pas l'avis ou la position de l'Agence des Etats-Unis pour le Développement International ou du Gouvernement Américain.

PREFACE

Il est essentiel que nous impliquions les jeunes dans la conception et la mise en œuvre de programmes durables et efficaces, pour une meilleure compréhension des conditions auxquelles ils font face et pour nous assurer que les programmes que nous élaborons répondent réellement à leurs besoins. Au cours des vingt dernières années, l'International Youth Foundation (IYF) a joué un rôle d'avant-garde dans l'adoption d'une approche qui permet, non seulement, d'identifier les besoins des jeunes et les opportunités existant dans une communauté, un pays ou une région spécifique du monde, mais aussi, d'impliquer activement la jeunesse locale dans l'identification des défis et dans la définition de leur propre avenir. *YouthMap* est une initiative quadriennale appuyée par l'USAID qui offre l'opportunité à l'IYF et à nos partenaires locaux de mettre en application cette approche globale en Afrique Sub-saharienne.

Avec 60 à 70 % de la population Africaine ayant moins de 30 ans, il est primordial que nous apprenions à valoriser l'immense potentiel dont regorge cette jeunesse. La jeunesse africaine a l'aptitude et la capacité d'impulser un changement social et une croissance positifs lorsqu'elle est dotée des ressources et des opportunités appropriées. L'immensité de cette jeune génération et les défis actuels de leurs pays exigent simplement que les jeunes eux-mêmes jouent un rôle de premier plan dans la définition de leur avenir.

A travers l'initiative *YouthMap*, l'IYF entre en contact direct avec la jeunesse africaine et les organisations qui les appuient pour acquérir des connaissances de première main sur la façon dont les jeunes vivent, travaillent et apprennent dans chacun des pays cibles. Nous demandons aux jeunes de décrire leur vie quotidienne, leurs défis, leurs aspirations et leurs rêves pour l'avenir. Nous inscrivons ensuite leurs réponses dans le contexte des données disponibles auprès de nos nombreux partenaires dans la région, tout en soulignant les écarts entre les besoins des jeunes et les ressources disponibles. En somme, nous aidons à identifier le terrain et à baliser la voie à suivre, tout en veillant particulièrement à l'implication des jeunes dans le processus. En effet, pour nous, les jeunes représentent bien plus que des participants à un groupe de discussion, mieux, nous les percevons plutôt comme des acteurs clés, non seulement, de leur propre développement, mais aussi du développement de leurs pays.

La publication *YouthMap Senegal : « The Road Ahead »* recense les conditions et opportunités propres à la jeunesse à travers le pays. Il s'agit là d'une première dans un ensemble de huit pays d'Afrique sub-saharienne qui feront l'objet d'étude dans le cadre de cette initiative. Nous avons foi que ce rapport, enrichi des importantes contributions de la jeunesse sénégalaise, pose les jalons réalistes pour la construction d'un avenir plus stable, plus prospère et plus prometteur pour le Sénégal et la jeunesse Sénégalaise.

William S. Reese

President et DG

International Youth Foundation

REMERCIEMENTS

Le présent rapport d'évaluation de *YouthMap Sénégal* adresse ses sincères remerciements aux jeunes à travers le Sénégal qui ont pris part aux discussions de groupe, donné de leur temps et partagé leurs perspectives avec l'équipe de l'évaluation. Nous sommes également très reconnaissants envers les nombreux représentants de départements ministériels et d'agences étatiques, de partenaires au développement, d'organisations de la société civile et des sociétés du secteur privé ayant participé aux entretiens effectués dans le cadre de l'étude, et aidé l'équipe d'évaluation à identifier et à mobiliser les jeunes participants en vue des discussions de groupe. Notre compréhension des circonstances, des atouts et des défis de la jeunesse sénégalaise a été énormément enrichie par leurs idées qui sont reflétées dans le rapport et occupent une place prééminente dans nos recommandations.

Les jeunes ayant travaillé comme chercheurs dans ce projet ont rehaussé l'évaluation. Stanislas Beuleu, Aissata Dieye, Wilfried Engone, et Louma Sarr ont fait partie de l'équipe d'évaluation de *YouthMap*, en aidant à la collecte de données et à la rédaction de rapports, et en permettant aux travaux de concorder avec les réalités des jeunes à travers le pays. Leurs perspectives et engagement au développement de la jeunesse ont revigoré et inspiré l'équipe et renforcé l'évaluation dans son ensemble.

L'International Youth Foundation (IYF) souhaite remercier l'USAID/Washington et l'USAID/Sénégal pour leur engagement auprès des jeunes du Sénégal, et leur croyance en la capacité des jeunes à faire des contributions positives pour leurs communautés et leur pays. Des remerciements spéciaux vont à AOTR Joe Kitts à Washington ainsi qu'à nos principaux collègues à l'USAID/Sénégal, Melissa Knight et Sacha Fraiture. Nous sommes reconnaissants à tous les collègues d'USAID/Sénégal pour les précieuses informations et l'orientation fournies lors du processus d'évaluation, en particulier le Directeur de Mission Kevin Mullally, le Directeur Adjoint Alfreda Brewer, Amanda Day, Mouhamed Gueye, Selam Kebrom, Dr. El Hadji Amadou Mbow-Baye, Ousmane Sane, Izetta Simmons, Pape Sow, Christophe Tocco, Peter Trenchard, et Nicole Tresch.

Nous aimerions saluer le travail dévoué des membres de l'équipe d'évaluation ayant participé aux travaux sur le terrain, à l'analyse des données et à la préparation du rapport. Dalberg Global Development Advisors à Dakar — Madji Sock, Ata Cissé, et Massamba Diop — ont fourni une précieuse assistance technique grâce à leur expérience et leurs connaissances des différents défis auxquels sont confrontés les jeunes au Sénégal. Nos remerciements vont spécialement aux consultants Pierre de Galbert, Pascale Schnitzer, et Alice Morton pour leurs contributions à la qualité de l'information recueillie et à l'analyse des résultats qui ont suivi. Nous témoignons également notre gratitude à l'endroit d'Aidan Connolly pour sa contribution à la revue de la littérature et à Ntal Alimasi, Edwige Ndetome, Lem-Marie Chizungu, Gervais Djedje, et Sehou Pierre Hedji pour leur appui dans la codification et l'analyse des données de l'évaluation.

La présente Version de Synthèse de *YouthMap Sénégal : Perspectives*, est l'œuvre de Susan Glenn. Nous lui sommes reconnaissants d'avoir mis son talent à contribution pour l'élaboration de cette version plus courte et plus accessible du rapport complet qui sera utilisée pour une plus large diffusion.

Enfin, nous exprimons nos sincères remerciements à l'équipe dévouée de l'IYF pour son appui à la conception de l'évaluation, la recherche, l'analyse et la préparation du rapport : Danielle Roziewski, Daniel Oliver, Baï Kamara, et Lin Lin Aung. Nous remercions également Gillian McCallion et Kathryn Werthman pour leurs contributions à la conception visuelle du rapport.

Awais Sufi

Vice Présidente
International Youth Foundation

Laura Bureš

Directrice de Programme
International Youth Foundation

TABLE DES MATIERES

A Propos de <i>YouthMap</i>	6
<i>YouthMap Sénégal</i> : Perspectives	6
Aperçu	
Conclusions Recapitulative	
Thèmes Recurrents	
Préparer l’Avenir : Education et Apprentissage	11
Progrès et Défis	
Valeurs et Espoirs : Perspectives des Jeunes et des Acteurs	
Principales Conclusions	
Mise en adéquation de l’offre et la demande : Opportunités et Emploi pour les Jeunes	16
Perspectives d’Emplois et la Demande sur le Marché du Travail	
Les ambitions à l’épreuve de la réalité : perspectives des Jeunes at des Acteurs	
Principales Conclusions	
Protection des Biens d’une Nation : la Jeunesse, la Santé et la Formation d’une Famille	21
Les Ressources par rapport aux Besoins : Les Perspectives des Jeunes et des Parties Prenantes	
Principales Conclusions	
Préparer pour Diriger : Citoyenneté et Engagement	24
Paysage Politique et Civique	
La Communauté et le Pays : Les Perspectives des Jeunes	
Principales Conclusions	
Atteindre les plus Vulnérables du Sénégal : Les Jeunes à Risque	28
Les Oubliés et les Marginalisés : Les Perspectives des Jeunes et des Parties Prenantes	
Principales Conclusions	
Pour Résumer : La Voie à Suivre	31

A PROPOS DE YOUTHMAP

Avec 28 % de sa population âgée de 12 à 24 ans, l'Afrique subsaharienne (ASS) constitue la région la plus jeune dans le monde. Les défis et opportunités qui se présentent aux jeunes varient largement en fonction du sexe, de l'âge, du niveau d'instruction, de l'origine ethnique et de l'état de santé. L'élaboration efficace et ciblée de programme en faveur des jeunes requiert une compréhension nuancée de la façon dont les jeunes vivent, travaillent et se battent dans chaque pays, une compréhension éclairée par la perception que les jeunes eux-mêmes ont de leur situation actuelle et de leur avenir.

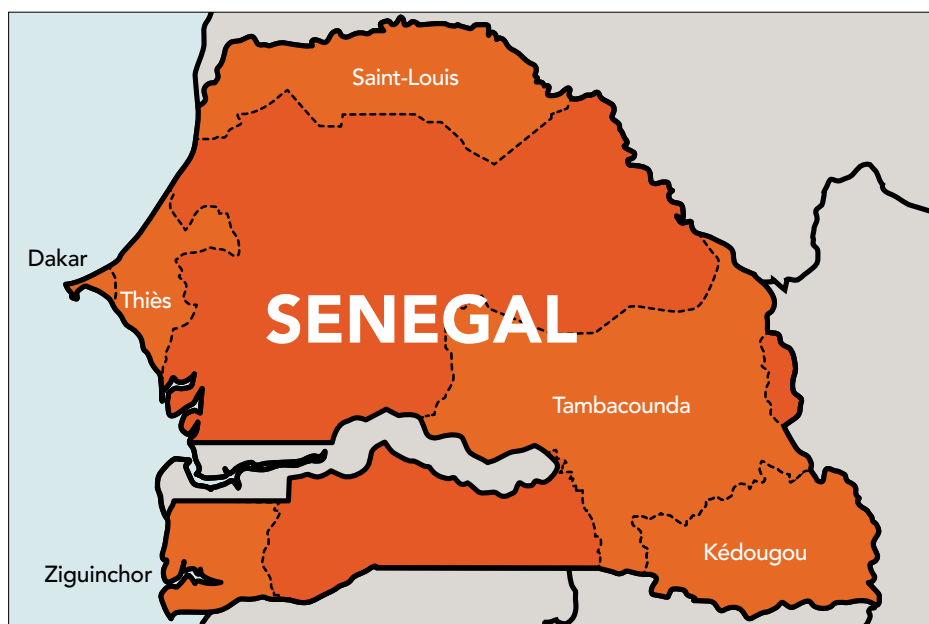
YouthMap est un programme quadriennal conçu pour évaluer la situation des jeunes et soutenir les programmes prometteurs et les bonnes pratiques en matière de développement positif de la jeunesse dans huit pays d'Afrique Subsaharienne. Sur la base du **cadre théorique** présenté dans le RMD 2007 de la Banque mondiale, intitulé *Génération Futures et Développement*, cette évaluation holistique met en relief **les transitions majeures de l'enfance à l'adolescence dans les domaines de l'apprentissage, de l'emploi, de la santé, de la fondation d'une famille et de la citoyenneté**. Chaque évaluation comprend des questions adaptées aux situations et préoccupations propres aux jeunes dans chaque pays, ainsi qu'un ensemble de questions de recherche pour effectuer des analyses comparatives des pays et pour faciliter l'apprentissage.

À l'aide de **l'approche fondée sur les actifs**, *YouthMap* cherche à donner la parole aux jeunes de chaque pays et à prendre en compte leurs opinions. En percevant les jeunes comme partie intégrante de « la solution aux problèmes » et non comme « des problèmes à résoudre », *YouthMap* implique les jeunes dans l'évaluation de leur situation actuelle et dans la définition de leur avenir.

En synthétisant les perspectives des jeunes, en recueillant les opinions des parties prenantes, en faisant une revue de la littérature et des données récentes, et à travers des recherches sur le terrain, *YouthMap* peint un tableau multidimensionnel de la jeunesse dans chaque pays. Après chaque évaluation, le Fonds d'innovation *YouthMap* s'appuiera sur les conclusions pour identifier et soutenir les programmes et approches prometteurs pour améliorer la santé des jeunes de la région pour qu'ils soient productifs et des citoyens engagés.

YOUTHMAP SÉNÉGAL : PERSPECTIVES

Graphique 1 : YouthMap Sénégal — Zones de l'étude



YouthMap est une initiative quadriennale appuyée par l'USAID, et qui explore les conditions, les aspirations et les programmes destinés aux jeunes en Afrique Subsaharienne.

Aperçu

En 2010, le nombre des jeunes sénégalais âgés de 15 à 24 ans était estimé à environ 2,7 millions, soit 21% d'ici à 2020. Et de ce fait, l'immense population de jeunes représente un des atouts du Sénégal. Cependant, cette même jeunesse pose des défis à ce pays qui connaît déjà d'énormes difficultés liées à la pauvreté généralisée, au chômage galopant, aux infrastructures éducatives et sanitaires inadéquates et à la crise dans la région de la Casamance qui entame la vie et les moyens de subsistance.

Pour mieux éclairer et orienter l'élaboration par le Gouvernement des Etats-Unis (GEU) de programmes en faveur de la jeunesse au Sénégal, l'USAID/Sénégal a lancé une évaluation intersectorielle de la jeunesse à travers *YouthMap* en Janvier 2011. Cette évaluation holistique et intersectorielle des jeunes a couvert cinq régions principales : Dakar, Tambacounda, Thiès, Saint-Louis et Ziguinchor. L'évaluation a porté sur **des questions clés** identifiées par l'USAID / Sénégal :

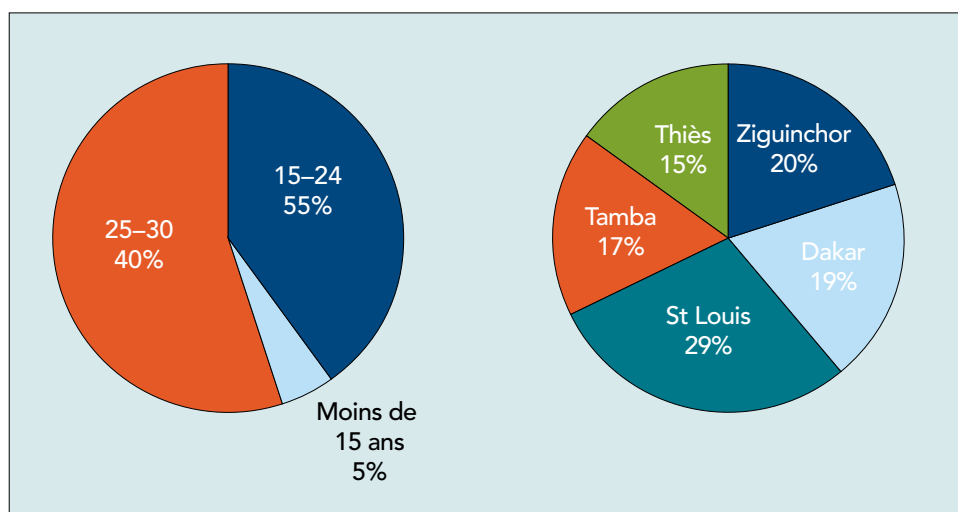
- Quelles sont les opportunités, les enjeux et défis des jeunes du Sénégal qui connaissent une transition majeure dans leur vie ?
- Qui sont les populations de jeunes les plus à risque au Sénégal, et quels sont leurs besoins spécifiques ?
- Les programmes existants sont-ils efficaces dans leurs réponses aux besoins actuels des jeunes et leurs efforts pour optimiser le potentiel de ces jeunes ?
- Quelles sont les priorités, les approches et les types de programmes qui devraient être promus au profit des jeunes ?



Aujourd'hui beaucoup de jeunes sont en déperdition à cause de la pauvreté et du manque de structures pour les aider. Le gouvernement doit chercher à connaître davantage les problèmes des jeunes pour mieux les aider. J'en connais qui ont étudié, mais cela ne les empêche pas d'être sans emploi aujourd'hui. Nous avons besoin de prêter une oreille attentive pour mieux communiquer avec eux.

— Participant¹ YouthMap à Tambacounda

Graphique 2: Participants à l'enquête YouthMap classés selon l'âge et la région



Un total de 568 jeunes âgés de 12 à 30 ans a participé aux discussions de groupe et à l'enquête YouthMap. Les jeunes participants sont issus des zones urbaines, périurbaines et rurales, et ont été choisis pour refléter les principaux traits caractéristiques de la jeunesse Sénégalaise, y compris les cohortes de jeunes scolarisés, de jeunes déscolarisés, salariés, chômeurs, travailleurs indépendants et à risque.

¹ "Les participants YouthMap" comprennent les jeunes ayant participé aux 62 discussions de groupe organisées dans le cadre de l'évaluation YouthMap. Le terme « Acteurs clés » renvoie aux répondants clés interrogés et qui sont issus d'organisations privées, publiques, de la société civile et des organisations de bailleurs.

Une équipe d'évaluation de l'YF, composée de chercheurs internationaux et locaux et de jeunes sénégalais, a répondu à ces questions à travers :

- 62 discussions de groupe (FGD) regroupant un total de 568 jeunes ;
- des entretiens avec 110 acteurs clés issus des secteurs public et privé, de la société civile et des organisations de donateurs ;
- la revue descriptive et analytique de la documentation et des données quantitatives sur les questions démographiques, économiques et sociales qui affectent la jeunesse sénégalaise, ainsi que la documentation sur les programmes du gouvernement du Sénégal (GdS) et des donateurs.

Conclusion Récapitulative

Dans des dizaines de groupes de discussion, les jeunes sénégalais ont à plusieurs reprises parlé de “Liggey.” Liggey qui veut dire “travail” en wolof, est une valeur cardinale célébrée et profondément enracinée dans la culture au Sénégal, où la capacité de travailler et subvenir aux besoins de la famille définit le rang et le degré d'estime de soi chez une personne. Les jeunes ont souvent évoqué leur empressement à travailler si une formation appropriée, des outils et des opportunités leur sont offerts. Ils ont exprimé leur haute considération pour l'éducation, même s'ils n'ont pas manqué de dire toute leur frustration face à l'inaccessibilité de la formation et à son caractère non pratique en milieu de travail. Ils ont su exprimer les problèmes qui minent leurs communautés, et beaucoup ont exprimé le désir de contribuer à les résoudre en travaillant comme enseignants, infirmières, médecins, pompiers, et entrepreneurs. Ils disent espérer avoir des moyens de subsistance productifs et une vie enrichissante.

Sous le prisme avec ces espoirs exprimés, ce rapport de synthèse présente les conclusions suivantes et met en relief les thèmes récurrents significatifs.

Education. En dépit des progrès significatifs que le Gouvernement sénégalais a réalisés en matière d'éducation, en particulier concernant les taux d'accès à et d'achèvement de la formation au niveau du primaire, les jeunes et les acteurs clés ont souligné les défis restants, notamment : l'insuffisance des infrastructures, le faible taux d'achèvement des études post primaires, les incohérences dans la qualité de l'enseignement, et un programme largement considéré comme trop théoriques plutôt que pratiques. Alors que 80% des participants à l'enquête *YouthMap* ont exprimé le désir d'acquérir une compétence ou d'apprendre un métier, les ressources et les opportunités de formation professionnelle et technique restent limitées (surtout en dehors de Dakar) et souvent mal assorties aux besoins du marché du travail. Bien que les jeunes aient exprimé le désir et leur respect pour l'éducation de niveau supérieur, ils font souvent face aux contraintes géographiques ainsi qu'aux effectifs pléthoriques et la faible capacité des universités publiques. L'inscription dans les établissements d'enseignement supérieur reste très faible, avec seulement 10% des jeunes hommes et 6% des jeunes femmes inscrites.

Emploi. Les participants à l'enquête *YouthMap* trouvent que leurs compétences ne correspondent pas aux besoins du marché du travail. Il y a un nombre extrêmement limité d'emplois dans le secteur formel, tandis que seuls les postes de niveau inférieur et présentant très peu de possibilités d'avancement professionnel sont réservés aux jeunes. Les employeurs interrogés dans le cadre de l'évaluation ont fait remarquer que les jeunes manquent de compétences techniques et de connaissances pratiques telles que la capacité de résolution de problèmes, l'esprit critique et les aptitudes communicationnelles. Bien que les possibilités d'emplois soient plus nombreuses dans le secteur informel, les jeunes considèrent de telles opportunités comme étant temporaires. Le manque d'orientation et de formation professionnelle et de services de promotion de l'entrepreneuriat limitent la vision des jeunes des choix de carrière possibles. Bien que l'agriculture soit l'un des secteurs d'emploi les plus prometteurs, les jeunes n'ont ni la formation, ni les compétences et les ressources nécessaires pour tirer parti

Malgré les contraintes à l'accès aux soins de santé, les jeunes ont fait l'éloge du Centre Ado, citant particulièrement l'anonymat, la disponibilité de l'information et l'ouverture du personnel.

des possibilités d'emplois dans le secteur. A cela s'ajoute un taux de chômage de 49 % au niveau national qui vient compliquer la donne pour les jeunes entrants dans le marché du travail.

Santé et formation de famille. Malgré le manque de ressources et de personnel qualifié, le système de santé du Sénégal s'emploie à répondre aux besoins de santé de sa jeunesse et de sa population en général. Le déploiement des établissements de santé est limité, surtout dans les zones rurales. Les participants à l'enquête *YouthMap* ont dit toute leur satisfaction des services adaptés aux jeunes fournis par le Centre de Conseil adolescents (CCA ou "Centre Ado"), le CDEPS (Centre Départemental d'Education Populaire et Sportive), et diverses ONG. Les jeunes vivants avec un handicap ont noté un manque d'accès physique aux services, et les jeunes affectés par le VIH ont souligné des difficultés à obtenir des médicaments anti VIH. Le coût reste le plus gros facteur dissuasif dans la recherche de soins de santé.

Citoyenneté et engagement civique. Les participants à l'enquête *YouthMap* ont établi une franche distinction entre l'appartenance communautaire et l'appartenance au pays. Les jeunes ont évoqué leurs forts sentiments d'attachement et leur engagement dans la vie de leurs communautés et régions d'origine à travers les associations d'élèves, les clubs sportifs, les associations culturelles, les groupes religieux, et bien d'autres activités. Pourtant, ils ont exprimé leur scepticisme et leur déception vis-à-vis des processus politiques nationaux et ont estimé que le gouvernement n'avait pas encore atteint ses objectifs déclarés de promouvoir les principes démocratiques. Les références aux manifestations de Kédougou en décembre 2008 et les soulèvements populaires en Tunisie et en Egypte au début de 2011 traduisent toute leur préoccupation au sujet de troubles potentiels au Sénégal. Les jeunes de la région de la Casamance ont été particulièrement déçus par le processus de paix. Les jeunes vivant dans les régions éloignées de Dakar se sentent généralement privés de leurs droits civiques. Cependant, malgré ce scepticisme général, 85 % des jeunes interrogés ont dit qu'ils ont l'intention de s'inscrire pour voter.

Les jeunes à risque. Les jeunes à risque incluent les jeunes handicapés, les victimes du trafic d'enfants, les jeunes affectés par le conflit en Casamance, les jeunes consommateurs de drogue, les filles-mères, les jeunes pratiquant la prostitution, les jeunes non scolarisés, y compris les jeunes déscolarisés, les enfants de la rue, et les talibés². Le trafic des êtres humains — en particulier des enfants — est aussi devenu un sérieux problème. L'UNICEF estime que 100.000 enfants, dont la plupart sont des talibés, sont forcés de mendier, et que, à Dakar seulement, il ya 8.000 de ces enfants qui mendient dans les rues. En plus des jeunes visiblement à risque dans les rues, l'enquête *YouthMap* a révélé une catégorie de jeunes à risque mais moins visibles comprenant les garçons et filles de ménages, soumis à la servitude domestique involontaire, au mariage forcé, et les jeunes déscolarisés. Malgré les programmes de l'Etat et de la société civile, la tendance des divers groupes de jeunes à risque ainsi que les dangers persistent et les services sont bien inférieurs à la demande.

Thèmes Récurrent

Tout au long de l'évaluation *YouthMap*, certains thèmes revenaient dans toutes les questions étudiées.

La pauvreté. La pauvreté touche toutes les facettes de la vie quotidienne des jeunes, y compris les taux d'abandon scolaire, le niveau de préparation à l'emploi et les moyens de subsistance, les comportements nuisibles à la vie sociale et à la santé, les perspectives sur l'engagement civique, le mariage et la maternité précoce.

Les inégalités de sexe. Bien que l'égalité des sexes soit une réalité en termes d'accès et d'achèvement des études primaires, les inégalités fondées sur le sexe persistent concernant les opportunités d'emploi et de formation, la formation post-primaire, et l'accès aux soins de santé. Le mariage et la maternité précoce, l'espacement des naissances, et les pressions familiales ou domestiques continuent d'entraver le progrès des femmes en matière d'éducation et d'emploi, contribuant ainsi à l'accentuation du cycle de la pauvreté.

² Dérivé du mot arabe désignant « disciple ou adepte », un talib ou talibé est un étudiant qui peut étudier dans un daara (école coranique) ou auprès d'un enseignant religieux (un marabout) pour l'enseignement religieux. Certains de ces enfants et jeunes sont forcés de mendier dans les rues pendant de longues heures (pratique qui correspond à la définition d'une pire forme de travail des enfants selon l'Organisation internationale du Travail) et sont victimes d'abus.

“

Les jeunes femmes ont plus de problèmes que les jeunes hommes. Nous ne laissons pas les jeunes filles étudier comme elles le veulent. 90% d'entre elles abandonnent l'école à cause de leurs parents. Celles qui viennent à l'école ont des problèmes à se concentrer parce qu'elles étaient occupées à la maison avant de venir, de sorte qu'elles sont fatiguées avant même de commencer les classes.

— Jeune femme à Tambacounda

Les disparités géographiques. Tout au long de l'évaluation, les jeunes et les acteurs clés ont signalé d'importantes disparités entre la qualité de vie des jeunes « en milieu rural et ceux en milieu urbain » et leur accès à l'emploi et la formation, à l'enseignement supérieur, et aux services de santé. Pleinement conscient de ces disparités, les jeunes vivant en dehors de Dakar ont déclaré à plusieurs reprises se sentir exclus et marginalisés par rapport au reste du pays. La toute dernière enquête sur la pauvreté, intitulée Enquête de Suivi de la Pauvreté au Sénégal (ESPS 2005-2006), confirme que les jeunes ruraux subissent plus l'extrême pauvreté, l'analphabétisme et l'inactivité³ que les jeunes en milieu urbain.

Un optimisme inébranlable. Malgré des défis colossaux dans leur vie quotidienne, les jeunes sénégalais ayant participé à l'enquête *YouthMap* ont exprimé leur foi persistante que, s'ils sont impliqués dans la définition de leur propre avenir, ils pourraient construire un meilleur avenir pour eux-mêmes et leur pays. Bien que non quantifiable, leur inébranlable optimisme est sans doute l'un des thèmes les plus frappants révélés par l'enquête *YouthMap*.

Cette synthèse résume les conclusions de l'enquête *YouthMap Sénégal* sur les sujets et les thèmes ci-dessus décrits. Une documentation

complète de l'évaluation est disponible dans les volumes 1 et 2 (Rapport principal et annexes) du rapport d'enquête *YouthMap Sénégal : Perspectives* disponibles à <http://www.iyfnet.org/document/1820>.

³ L'inactivité est définie comme étant le fait de n'être ni employé, ni à l'école et de n'avoir pas cherché un emploi durant le mois qui a précédé l'enquête.

PRÉPARER L'AVENIR : EDUCATION ET APPRENTISSAGE

Progrès et Défis

Comme le Fonds monétaire international (FMI) l'a noté en 2010, le Sénégal a fait des progrès notables dans l'amélioration de **son système éducatif formel**. Ces dernières années, le pays a : élargi l'accès à l'enseignement primaire et éliminé les inégalités entre les sexes en matière d'accès à l'éducation ; considérablement augmenté le nombre d'écoles secondaires ; introduit des cours en consolidation de la paix dans les programmes des écoles secondaires en Casamance, et créé de nouvelles institutions comme l'Université de Ziguinchor. Le gouvernement œuvre toujours à accroître la capacité de l'université et à moderniser l'ensemble des cours afin d'inclure des compétences d'employabilité des jeunes.

Dans les secteurs de l'enseignement technique, professionnel et non formelle, le Gouvernement sénégalais a également : formalisé les programmes de formation et d'apprentissage, assuré la formation continue à environ 18.000 professionnels grâce au Fonds de Développement de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle et à l'Office national de la formation professionnelle, et a développé un plan d'action pour réduire l'analphabétisme des adultes tout en renforçant leurs compétences professionnelles.

Malgré l'importance économique de l'agriculture et de l'intérêt des jeunes en milieu rural pour le secteur, il ya trop peu de collèges et de programmes de formation agricoles.

- L'accès limité à l'enseignement secondaire moyen et supérieur, avec des inégalités liées au sexe, à la situation géographique (zone rurale / urbaine) et à la classe socio-économique.
- L'offre des programmes de formation professionnelle et technique offrant des diplômes d'études secondaires équivalents est très limitée. L'offre et la qualité d'autres programmes d'enseignements et Formations techniques et professionnelles (EFTP) restent faibles.
- Les conditions et la qualité de l'enseignement dans les daaras, que fréquentent un grand nombre d'enfants sénégalais, varient énormément. Bien que certains daaras intègrent des programmes d'aptitudes en calcul et d'alphabetisation en français, de nombreux daaras se focalisent uniquement sur l'enseignement du Coran.
- Les universités publiques sont financièrement et géographiquement inaccessibles aux jeunes en milieux ruraux ayant d'excellents résultats scolaires.



Ici au lycée, nous n'avons pas de salles d'ordinateurs. Nous avons des exercices nécessitant des ordinateurs, mais nous n'avons pas les connaissances élémentaires qu'il nous faut. J'ai pu me rendre au cyber café seulement deux ou trois fois cette année.

— Lycéen étudiant les sciences à Ziguinchor

Les données de scolarisation tirées du recensement 2008 du Ministère de l'éducation reflètent à la fois des améliorations en termes d'accès à l'éducation primaires et les défis permanents de scolarisation au niveau post-primaire.

Inscription au niveau nationale :

- Ecole primaire : 1,6 millions
- Collège : 437.000
- Lycée : 120.000
- Tertiaire : 90.000

Structure du système éducatif du Sénégal

L'éducation formelle au Sénégal comprend six années d'école primaire, quatre ans d'étude secondaire (collège), et trois ans d'études secondaires supérieures (lycée). Le ministère de l'Education (ME) est responsable de la gouvernance globale du système éducatif, avec des responsabilités spécifiques réparties entre cinq ministères :

- L'éducation préscolaire, élémentaire, et l'enseignement moyen (Ministère de l'enseignement de base)
- Les écoles secondaires et les universités (Ministère de l'Enseignement Supérieur)
- Les centres de formation technique et professionnelle (ministère de l'Enseignement Technique et Formation Professionnelle)
- L'alphabétisation des adultes et l'éducation non formelle (ministère de la Culture)
- Construction d'écoles (ministère des Travaux publics)

Les partenaires à l'Education

Différents partenaires et programmes soutiennent les efforts du Gouvernement sénégalais à répondre aux besoins d'éducation au Sénégal :

- Les partenariats public-privé, comme ceux signés avec les sociétés minières et la Banque mondiale, ont permis de financer des travaux d'améliorations des cours dans les programmes éducatifs au niveau secondaire et respectivement l'amélioration de la gestion et de la capacité des universités. Un prochain projet de la Banque mondiale en collaboration avec le Ministère de l'Enseignement supérieur va apporter un soutien direct aux institutions pour moderniser les programmes, afin de mieux préparer les étudiants à entrer sur le marché de l'emploi avec des compétences en phase avec la demande.
- Le programme Education de Base de l'USAID (EDB) est axé sur l'amélioration de l'accès à et la qualité de l'enseignement scolaire Moyen. Son programme Education Priorité Qualité (EPQ) vise à améliorer la formation des enseignants et la gestion scolaire, à renforcer les compétences de base des élèves du secondaire, et à améliorer l'employabilité des jeunes. Son Programme Enseignement et Recherche Agricole (ERA) renforce l'enseignement agricole de troisième degré.
- L'Agence Française de Développement (AFD) soutient à la fois l'éducation de base et la formation professionnelle et technique pour en améliorer la qualité. Les projets d'éducation de base ont aidé les écoles à élaborer des plans d'amélioration des écoles, y compris la formation des enseignants. En matière de formation professionnelle, les projets ont favorisé le développement des infrastructures et l'évaluation et la certification des artisans dans le secteur informel.
- L'UNICEF, l'USAID et d'autres agences offrent des programmes pour aider à réintégrer les anciens élèves des daara dans les écoles et à leur trouver des emplois

Valeurs et Espoirs : Perspectives des jeunes et des parties prenantes

A travers des dizaines de groupes de discussion et d'entretiens avec les acteurs, il ressort clairement que la jeunesse sénégalaise tient beaucoup à l'éducation. À quelques exceptions près, **les jeunes élèves** ont exprimé un fort désir d'étudier à l'université. **Les jeunes déscolarisés** quant à eux ont fait grand cas de leur désir d'acquérir les compétences nécessaires pour gagner leur vie, soutenir leurs familles, et contribuer à la bonne marche de leurs communautés. Cependant, les jeunes à travers le pays ont été très conscients que la scolarisation formelle ne garantit pas nécessairement un meilleur emploi, ou tout **simplement** un emploi.

Dans les groupes de discussion et entretiens, les jeunes et les acteurs ont fait cas de leurs préoccupations communes concernant les écarts entre le système éducatif et les réalités du marché et la vie quotidienne des jeunes.

Profil scolaire des participants à l'enquête YouthMap

Sur les 568 jeunes qui ont participé aux GD, 63 % étaient inscrits dans une école ou à des programmes de formation et 37% n'étaient pas inscrits.

Parmi les inscrits:

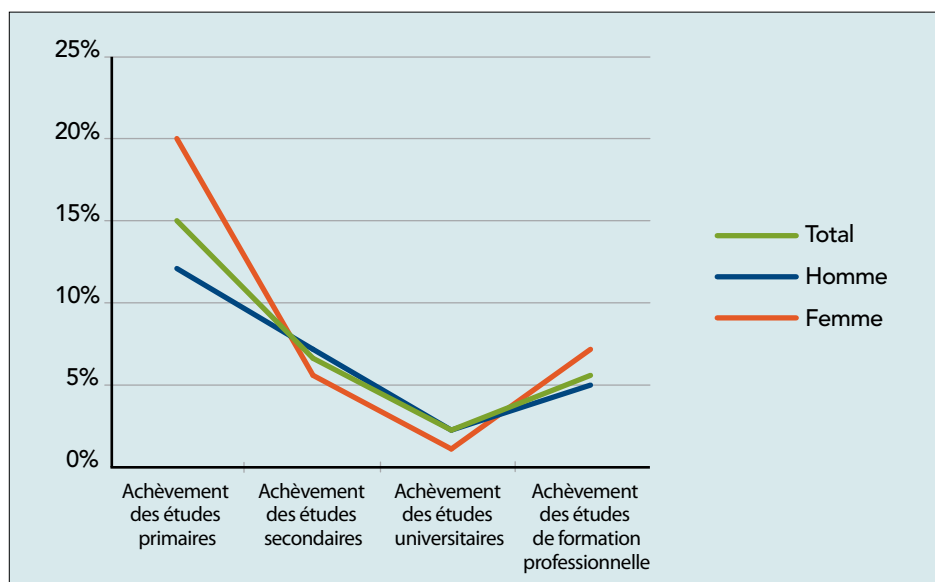
- 7% étaient à l'école primaire.
- 21% au secondaire.
- 23% étaient au secondaire supérieur.
- 38% étaient dans des établissements de formation professionnelle.
- 11% inscrits à l'université.

Parmi les non scolarisés:

- 14% n'avaient jamais été à l'école.
- 46% avaient un niveau d'étude primaire.
- 23% avaient un niveau d'étude secondaire.
- 10% avaient suivi ou achevé une formation professionnelle.
- 8% s'étaient inscrits à l'université ou ont terminé des études universitaires.

- **La grande majorité des participants et des parties prenantes à l'enquête YouthMap ont convenu que l'accès à l'éducation primaire n'est plus un problème en raison des efforts du gouvernement pour accroître le nombre d'écoles primaires.** De 2000 à 2007 le nombre d'écoles primaires a augmenté de 58%, passant de 4571 à 7487 écoles. Selon les données du ME datant de 2010, cette expansion a également **généralisé l'égalité des sexes dans l'accès à et d'achèvement de la formation au niveau primaire.**
- Malgré les améliorations en matière d'accès à l'enseignement primaire, **les taux d'achèvement** scolaire nationaux au niveau primaires restent encore faibles avec des taux de 61 pour cent et 57 pour cent, respectivement, pour les filles et les garçons. Le taux d'achèvement scolaire au niveau primaire pour les participants à l'enquête YouthMap était encore plus faible, soit à 20 pour cent pour les filles et environ 12 pour cent pour les garçons. (Comme la majorité des participants étaient à l'enquête avaient entre 15 et 30 ans, beaucoup d'entre eux avaient quitté l'école avant l'avènement des récents progrès réalisés en termes de taux d'achèvement scolaire.)
- Pour **expliquer les taux élevés d'abandon scolaire**, les jeunes ont évoqué **la pauvreté** comme la cause dominante en plus des frais de scolarité élevés, des moyens de transport et des fournitures scolaires qui constituent des obstacles importants aux études. Les autres raisons invoquées étaient :
 - les grossesses, le mariage précoce, et des pressions sociales ou familiales sur les filles
 - les échecs aux examens
 - les déplacements liés aux conflits dans la région de la Casamance.

Graphique 3 : Taux d'achèvement scolaire pour les participants de YouthMap



Les taux d'achèvement scolaire des enquêtés chutent fortement après l'école primaire, ce qui reflète à la fois l'amélioration de l'accès aux écoles primaires et les défis restant au niveau de l'enseignement post-primaire.

- **Les jeunes et les parties prenantes interrogés ont évoqué la qualité des infrastructures et des enseignants comme étant des problèmes importants.** Il ressort de l'enquête terrain *YouthMap* que la qualité de l'enseignement a baissé ces dernières années parce que les enseignants contractuels avec des niveaux d'éducation inférieurs et ayant peu ou pas de formation préalable ont été déployés pour combler le besoin d'enseignants du primaire et du secondaire. Dans toutes les régions du pays hormis la région de Dakar, les participants ont rapporté l'existence de structures temporaires et un manque de bibliothèques, de laboratoires de sciences, de logement des enseignants, et d'infrastructures de base telles que les latrines.
- **La majorité des jeunes et des acteurs adultes ont décrit les programmes d'enseignement comme étant trop théoriques,** et n'intégrant pas de cours en compétences techniques, pratiques, et d'autonomie fonctionnelle nécessaire et souhaitée.
 - Les intervenants dans les zones rurales ont fortement recommandé l'introduction de **programmes liés à l'agriculture dans les écoles primaires.**
 - Certains répondants ont préconisé notamment l'introduction de **compétences techniques et professionnelles dans les programmes ou comme une formation secondaire au choix,** tout en soulignant que la majorité des jeunes ne terminent pas l'école secondaire. Seul un nombre limité de projets techniques ou professionnels pilotes sont actuellement en cours dans les collèges.
 - Les employeurs ont souligné la nécessité de programme de développement de **l'autonomie fonctionnelle,** invoquant un manque des compétences telles que la résolution de problèmes, la prise de décision, la communication et les habitudes de travail efficaces comme les obstacles à l'emploi.

Près de 80 pour cent des participants à l'enquête *YouthMap* ont exprimé le désir d'acquérir une compétence ou d'apprendre un métier ; les métiers plus fréquemment cités étant l'informatique / technologie de l'information et de la communication (TIC) (14%), l'électricité et la mécanique (12%), et l'agriculture (7%).

Par rapport à ces préférences en matière de formation, certains acteurs du secteur privé ont déclaré qu'en raison du manque d'orientation professionnelle un trop grand nombre de jeunes présente les mêmes lacunes puisque les jeunes ont tendance à se rabattre sur les domaines qui leur sont familiers sans tenir compte des besoins du marché du travail.

- En raison de l'accès insuffisant à la formation technique et professionnelle en dehors de Dakar, la majorité des enquêtés travaillant dans le secteur informel ont affirmé qu'ils ont appris leurs métiers par l'apprentissage de longue durée et faiblement rémunéré.
- Les jeunes actuellement ou précédemment inscrits dans les centres de FTP ont exprimé leur préoccupation quant à savoir si leurs certificats ou diplômes seront reconnus. Le ministère de la Formation Technique et Professionnelle a lancé récemment une initiative visant à évaluer et reconnaître ces diplômes.

“

Les écoles doivent instituer des conseils-orientations pour les jeunes. Un grand phénomène dans l'éducation est la tendance à former des jeunes généralistes ; c'est la raison pour laquelle il y a peu d'emplois disponibles car tous les profils sont les mêmes.

— Acteur du secteur privé

Les anciens et actuels étudiants d'université ont dit toute leur frustration vis-à-vis de la qualité de l'enseignement universitaire, en soulignant les effectifs pléthoriques et le manque d'opportunités d'emploi pour les diplômés universitaires.

Principales Conclusions

L'éducation est un atout très apprécié dans la culture sénégalaise. Toutefois, les participants, les parties prenantes à l'enquête *YouthMap* et les données s'accordent sur le fait que davantage de ressources et de nouvelles approches sont nécessaires pour répondre aux besoins éducatifs du pays et de sa jeunesse.

- Grâce aux efforts du gouvernement pour accroître le nombre **d'écoles primaires**, l'accès et l'achèvement scolaires se sont nettement améliorés. Toutefois, les acteurs clés et les jeunes ont exprimé de fortes inquiétudes à propos de la baisse de la qualité de l'enseignement.
- **Les taux d'achèvement des études post-primaire** restent un défi en raison d'un accès limité par les inégalités sexistes, la disparité régionale et les classes socio-économiques.
- **Le coût et les moyens de transport constituent des obstacles importants à l'accès à l'enseignement post-primaire.**
- **L'insuffisance des infrastructures** est un problème persistant à tous les niveaux scolaires, en particulier dans les zones rurales mal-desservies.
- Les jeunes et les principaux acteurs estiment que **les programmes à tous les niveaux** doivent être plus pratiques et mieux en phase avec les besoins du marché du travail et les opportunités, comme ils l'ont souligné en disant que « le système éducatif leur donne le savoir, mais pas le savoir-faire ... ». Il faudrait aussi **davantage d'orientation professionnelle, des services-conseils et de la formation aux compétences fonctionnelles** pour aider les jeunes à embrasser des carrières productives.
- La majorité des jeunes qui travaillent dans le secteur informel affirment qu'ils ont appris leurs métiers non pas par des programmes de formation technique et professionnelle, mais grâce à **l'apprentissage** de longue durée et faiblement rémunérée et nécessitant un engagement sur plusieurs années.
- La demande des programmes de **formation technique et professionnelle** dépasse l'offre disponible.
- **La perception** de la valeur de l'éducation varie selon que l'on soit en milieu urbain ou rural. Les jeunes en milieu urbain et périurbain estiment que la formation universitaire et l'éducation formelle sont précieuses tandis que les jeunes ruraux sont plus portés sur la formation professionnelle et technique.
- Bien que **les cours de consolidation de la paix** soient introduits dans les programmes scolaires du secondaire, les effets durables du conflit en Casamance et la violence dans d'autres parties du pays traduisent la nécessité d'étendre les initiatives de paix et de résolution de conflits à travers et au-delà du système éducatif.
- **La pertinence du système éducatif général** a été souvent contestée. Les jeunes à travers le pays ont souvent relevé que l'éducation formelle, quoique très importante, a rarement permis à leurs parents et amis d'avoir de meilleurs emplois. Si ce sentiment persiste et que le lien entre éducation et emploi n'est pas renforcé, il y a un risque que l'intérêt et la demande de formation des jeunes de demain et leurs parents s'étiolent.

MISE EN ADÉQUATION DE L'OFFRE ET LA DEMANDE : OPPORTUNITÉS ET EMPLOIS POUR LES JEUNES

Perspectives d'emplois et la demande sur le marché du travail

“

Le véritable problème réside dans la formation des jeunes, car ils n'apprennent pas un métier qui permette leur insertion réussie dans la société. Il y a aussi un manque de moyen financier; par exemple, il n'est pas rare de voir un jeune qui travaille dans une usine ou un atelier qui manque de moyens matériels. Certains jeunes sont dans le domaine agricole mais ils n'ont pas d'outils de travail.”

— Acteur du secteur privé, Ziguinchor

En 2008, le taux de chômage du Sénégal a été estimé à 49 pour cent, avec 60 pour cent des sans emplois ayant moins de 35 ans. Parmi les jeunes âgés de 15 à 24 ans, cinq pour cent étaient considérés comme sous-employés, tandis que 10 pour cent de demandeurs d'emploi n'ont pas pu en trouver, et 32 pour cent étaient considérés comme inactifs. Chaque année, on estime que 100.000 jeunes diplômés grossissent les rangs de demandeurs d'emploi sur le marché du travail, tandis que ces dernières années moins de 30 000 emplois ont été créés dans le secteur formel chaque année.

Face à ces problèmes d'emploi, les principaux acteurs tentent de remodeler un paysage économique plus prometteur. Dans son Document Stratégique de réduction de la Pauvreté (DRSP I et II), le Gouvernement sénégalais privilégie la promotion d'activités ayant le potentiel de créer des emplois tels que l'agriculture, l'élevage, la pêche et la foresterie. Dans sa Stratégie de Croissance Accélérée (SCA), le Gouvernement du Sénégal cible cinq domaines de croissance prometteurs : l'agro-industrie et l'agro-alimentaire, la pêche, le tourisme et l'industrie des arts et métiers ; le secteur du textile-vêtements et les TIC. L'USAID et d'autres bailleurs ont investi des ressources importantes dans l'agriculture qui reste d'ailleurs le plus grand pourvoyeur d'emplois au Sénégal (78%).

Principaux programmes d'emplois pour les jeunes développés par le gouvernement du Sénégal

- Fonds national de promotion de la jeunesse (FNPJ) favorise l'accès au crédit.
- L'Agence nationale pour l'emploi des jeunes (ANEJ) facilite la création de liens entre les jeunes et les employeurs potentiels.
- Le Plan d'Action National pour l'Emploi des Jeunes (PANEJ) mobilise les donateurs, les acteurs locaux, et le gouvernement pour permettre aux jeunes d'avoir un accès à des conseils, des informations économiques et techniques, services d'assistance juridique et financière.
- Le Projet de Renforcement des Capacités de Suivi et Evaluation des Programmes d'Emploi des Jeunes est un projet de création d'un système électronique de gestion de l'emploi des jeunes avec des données sur les demandeurs d'emploi et les offres d'emploi, et des indicateurs établis pour le suivi de l'emploi des jeunes.
- Agence d'Exécution des Travaux d'Intérêt Public (AGETIP) forme et emploi des jeunes chômeurs sur une base temporaire pour travailler sur des projets de construction d'infrastructures publiques.

Au-delà de ces efforts de relance, il existe un certain nombre d'autres opportunités économiques émergentes. Selon l'ambassade des Etats-Unis au Sénégal, les grands projets d'infrastructure qui sont sources potentielles d'emplois comprennent la construction d'un nouvel aéroport, la modernisation du port, le Millenium Challenge Corporation (MCC) compact d'un montant de 540 000 000 dollars américains, et les projets d'investissements étrangers d'une valeur de 3 milliards de dollars.

Le rapport de l'Oxford Business Group de 2011 sur le Sénégal souligne l'émergence du Sénégal comme destination touristique majeure et le développement de la Zone économique spéciale Intégrée de Dakar, une plaque tournante du commerce sous régional, comme ayant le potentiel de créer 130 000 emplois au niveau local.

Autres initiatives majeures pour l'emploi des jeunes

- Des programmes prometteurs pour soutenir l'emploi dans divers secteurs ou pour appuyer des catégories de jeunes comprennent:
- Des organisations du secteur privé, telles que Sope Serigne Fallou (Thiès) et Mina Production (Saint - Louis), qui offrent une seconde chance aux jeunes non scolarisés ou déscolarisés en leur offrant l'expérience professionnelle dont ils ont besoin pour gagner leur vie.
- L'ONUDI propose des programmes de renforcement des capacités et d'initiation pour les jeunes inscrits dans les programmes de formation professionnelle.
- Une variété d'ONG propose des programmes d'emplois pour les jeunes. Le Synapse Center offre une formation en entrepreneuriat et employabilité, et des services d'appui avec le soutien du Gouvernement sénégalais, Microsoft, la Fondation finlandaise pour les enfants et la Jeunesse et l'USAID ; y compris Incubateur de Femmes qui ciblent les jeunes femmes entrepreneurs.
- Les institutions de microfinance tels que Planet Finance offrent des programmes permettant aux jeunes d'accéder au crédit et offre une assistance technique aux jeunes entrepreneurs.
- le programme Wula Naafa de l'USAID travaille avec les agriculteurs sur les techniques agricoles et de gestion d'entreprise.

Au-delà de ces efforts spécifiques de développement économique, il est également utile d'examiner les données d'emploi par grands secteurs et établir les différences en matière de croissance et d'opportunités entre les secteurs informel et formel. Selon une étude intitulée «La demande de la main d'œuvre des jeunes par le secteur privé au Ghana et au Sénégal», menée par le Réseau pour l'emploi des jeunes (YEN) et l'IYF en 2009, le secteur⁴ informel représentait 80 à 90 pour cent de l'emploi total et ce secteur est en passe d'avoir la plus grande capacité de création d'emplois futurs dans le court terme. Le nombre de demandeurs d'emploi dans le secteur informel devrait également augmenter.

A titre de comparaison, le secteur formel⁵ offre beaucoup moins d'opportunités d'emploi, et sa demande pour la main d'œuvre des jeunes ne devrait pas croître de manière significative à court terme. Dans le secteur formel, l'agriculture, la construction, l'éducation et les services de sécurité ont le plus grand potentiel d'emplois. Jusqu'en 2013, les secteurs de l'agriculture, la foresterie et la pêche, suivis par les services / ventes et les métiers, devraient offrir les plus grandes opportunités d'emploi aux travailleurs qualifiés.

Les ambitions à l'épreuve de la réalité : perspectives des jeunes et des acteurs

Avec environ 54 pour cent de demandeurs d'emploi au moment de la présente évaluation, les participants à l'enquête *YouthMap* étaient bien confrontés aux réalités des taux de chômage élevés du Sénégal, notamment le sous-emploi et la précarité ou la mauvaise qualité des emplois. (Voir profil p19.) En Général, les jeunes ont déclaré les mêmes obstacles à l'obtention d'un emploi que ceux qui figurent dans l'enquête ESPS sur la pauvreté de 2005-2006, qui a souligné le manque d'emploi et les obligations familiales comme les principales raisons de l'inactivité chez les jeunes.

Tout au long des discussions de groupe, les jeunes ont maintes fois évoqué la question des disparités géographiques en matière d'accès aux opportunités d'emploi et de formation. Il convient également de noter que beaucoup de jeunes ne

⁴ Le secteur informel regroupe les activités économiques à petites échelles, y compris l'auto emploi et l'emploi dans les structures semi-organisées opérant hors du secteur formel réglementé par l'Etat.

⁵ Le secteur formel renvoie aux activités économiques menées par les entreprises de diverses tailles dans l'économie moderne formelle régie les règles établies par l'Etat.

considèrent pas l'emploi dans l'informel comme un emploi à part entière, malgré les explications qui leur ont été fournies sur les différents types d'activité économique. Le tableau ci-dessous reflète les données auto déclarées sur la situation d'emploi actuelle des participants à l'enquête *YouthMap*. Lors des entretiens avec les acteurs, les employeurs du secteur privé ont déclaré qu'un certain nombre de jeunes, particulièrement ceux provenant de régions en dehors de Dakar, n'ont pas été correctement formés pour prétendre aux emplois du secteur privé.

Les acteurs et les employeurs interrogés ont souligné l'inadéquation entre les aspirations des jeunes et les réalités du marché du travail. Le tableau suivant présente leurs perceptions communes de certaines causes du chômage des jeunes et du sous-emploi des jeunes et les solutions potentielles.

Les participants à l'enquête <i>YouthMap</i> , employeurs, et d'autres acteurs ont souligné les défis suivants ...	Et ont suggéré les solutions suivantes ...
<p>Secteur Formel</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les Opportunités d'emploi et les infrastructures de formation professionnelle et technique sont insuffisantes, en particulier dans les zones rurales. • Les jeunes de l'intérieur du pays se sentent marginalisés et privés de leurs droits par des employeurs potentiels qui les considèrent d'emblée comme des personnes sous-qualifiées et inexpérimentées, ou mal formées. • Les opportunités d'emplois pour jeunes se limitent principalement pour des postes non qualifiés tels que les gardes de sécurité, les chauffeurs, et les personnels de service. • Le conflit en Casamance qui a eu pour corollaire la crise économique a réduit de façon significative l'offre d'emplois dans la région. • La rigidité du droit du travail inhibe la volonté des entreprises d'offrir des contrats à long terme. • Le système éducatif trop théorique ne répond pas aux besoins du secteur privé en matière de savoir-faire pratique. • De nombreux jeunes, en particulier en dehors de Dakar, n'ont pas les compétences fonctionnelles nécessaires pour occuper des postes professionnels (par exemple la communication, le service client, la capacité d'écoute). • Les jeunes n'ont pas les compétences techniques en techniques agricoles avancées requises par les entreprises agricoles et les compétences pour conduire la machinerie lourde requises par les entreprises de construction. 	<ul style="list-style-type: none"> • Décentraliser davantage les opportunités de formation et d'emploi pour remédier aux disparités géographiques. • Intégrer l'éducation à la paix et la résolution des conflits dans les programmes scolaires, en particulier dans la région de la Casamance. • Intégrer plus de matières de compétences fonctionnelles, de leçons de résolution des conflits, et d'enseignement agricole dans les programmes scolaires à tous les niveaux. • Inclure les compétences techniques et professionnelles — notamment dans les domaines liés à l'agriculture — dans les programmes ou comme des matières à options au niveau du secondaire.
<p>Secteur informel</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le manque de financement est un obstacle majeur à l'essor de l'entrepreneuriat des jeunes. • L'apprentissage faiblement rémunéré traîne dure souvent pendant plusieurs années en raison de «difficultés des chefs d'atelier ou du manque de moyens financiers ou de compétences des apprentis. • Le secteur agricole a surtout besoin d'un soutien plus accru pour se développer et des financements pour croître. 	<ul style="list-style-type: none"> • Offrir aux jeunes entrepreneurs le financement, le soutien, l'accompagnement et la formation en gestion de l'entreprise, et l'accompagnement et l'évaluation initiale pour accroître le taux de réussite • apporter un soutien financier et technique aux jeunes intéressés par le secteur agricole. • Fournir plus d'orientation professionnelle, en encourageant les jeunes à explorer différentes options de formation.

Profil d'emploi des Participants à l'enquête YouthMap

Travaille	Oui (%)	Non (%)
Homme	48	52
Femme	32	68
Travaille	Oui (%)	Non (%)
<15	14	86
15-17	23	77
18-20	23	77
21-24	36	65
25-30	68	32

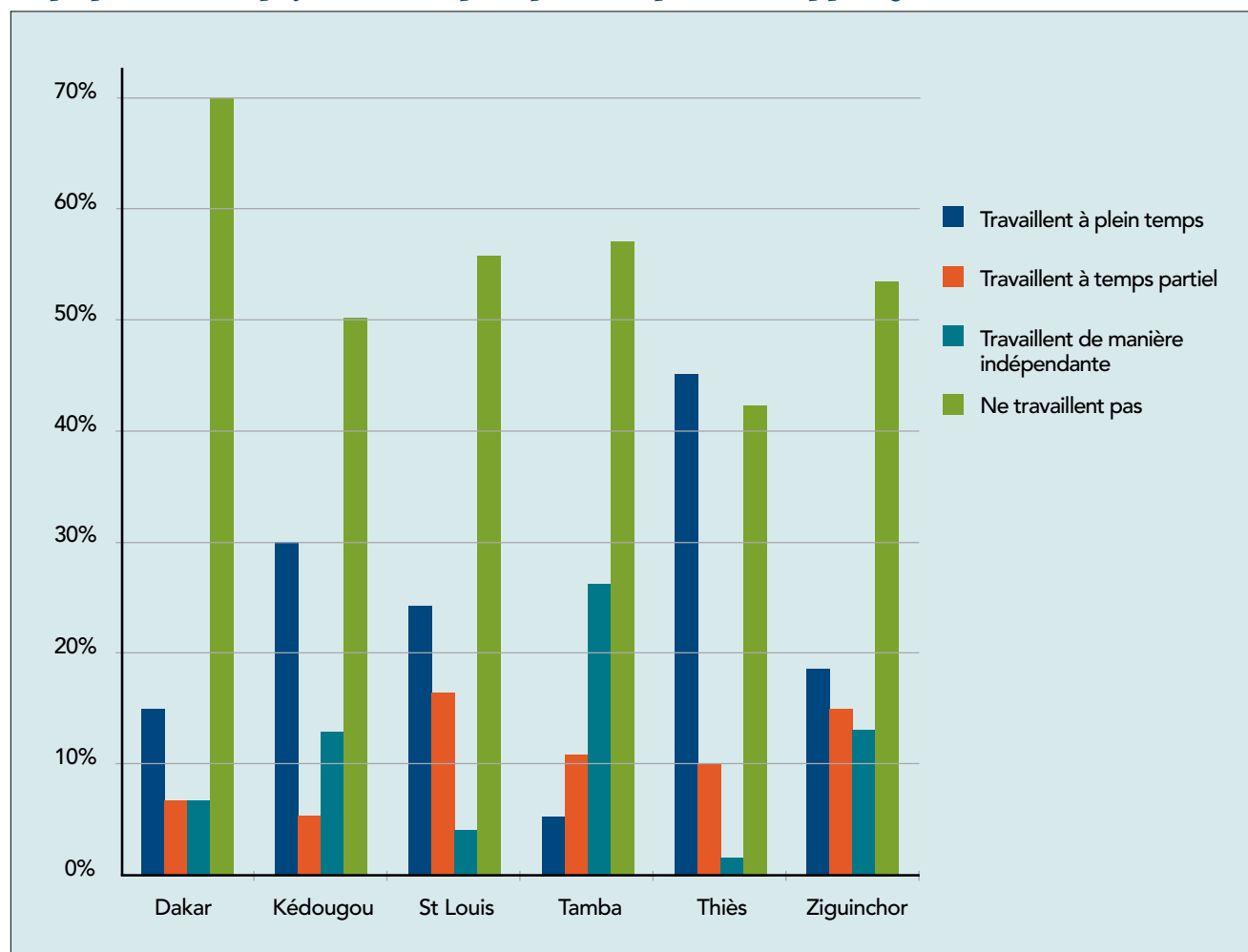
Recherche un emploi	Oui (%)	Non (%)
Homme	56	44
Femme	52	49
Recherche un emploi	Oui (%)	Non (%)
<15	24	76
15-17	21	79
18-20	43	57
21-24	68	32
25-30	69	31

NB : tous les pourcentages sont arrondis au nombre entier le plus proche.

Type d'emploi	Formel	Informel	Saisonnier
Homme (%)	41	48	15
Femme (%)	46	53	10
Echantillon Total(%)	42	49	14

NB : certains participants ont travaillé dans différents secteurs, ce qui donne un total supérieur à 100%.

Graphique 4: Situation professionnelle des participants à l'enquête YouthMap par région



Avec le secteur informel et l'agriculture qui offrent les plus grandes opportunités d'emploi aux jeunes, il est important de noter les «chainons manquants» identifiés dans ces commentaires. Bien que les participants à l'enquête *YouthMap* aient exprimé un intérêt pour l'entrepreneuriat, par exemple, ils se sont sentis limités par le manque de formation, de financement et d'appui-conseil. Selon les acteurs, ils manquent aussi de nombreuses compétences fonctionnelles à la fois importantes pour l'entrepreneuriat et l'emploi formel. Alors que le secteur agricole emploie 78 pour cent de la main-d'œuvre du Sénégal, les entreprises agricoles ont fait observer que les jeunes n'ont pas les compétences en techniques agricoles avancées dont le secteur a besoin. Les acteurs dans les zones rurales ont plaidé pour l'inclusion de l'agriculture dans les programmes scolaires au niveau primaire. Les jeunes eux-mêmes, en particulier en dehors de Dakar, ont dit tout leur intérêt pour l'agriculture, mais ont souligné qu'ils manquaient de terre, de ressources, de financement, ou de matériel pour s'engager pleinement dans le secteur.

Principales Conclusions

S'appuyant sur les données disponibles, et sur la perception des parties prenantes et des jeunes, *YouthMap Sénégal* a conclu :

- Les plus grands défis de l'emploi des jeunes sont **le manque d'emploi dans le secteur formel et l'écart entre les compétences des jeunes et les besoins du marché du travail**.
- Avec un taux de chômage national de 49 pour cent, la création d'emploi est un défi énorme. Cependant, les jeunes et les parties prenantes pensent que **l'écart entre les compétences des jeunes et les besoins du marché du travail peut être comblé grâce à une plus grande collaboration entre le gouvernement, le secteur privé et la société civile ; une orientation professionnelle accrue et l'accompagnement ; des programmes d'enseignement plus pratiques à tous les niveaux**.
- **Les opportunités d'emploi dans le secteur formel sont très limitées et les opportunités accessibles aux jeunes sont généralement de faible niveau et les emplois sont non qualifiés**. En vue d'améliorer les opportunités dans le secteur formel, les participants au *YouthMap* ont suggéré l'augmentation du nombre de stages pratiques et l'établissement de centres de ressources pour mettre en relation les demandeurs d'emploi et les recruteurs.
- **Dans l'ensemble, les opportunités d'emploi pour les jeunes sont beaucoup plus largement disponibles dans le secteur informel**. Pour capitaliser sur les opportunités existantes et en créer de nouvelles, les parties prenantes et les jeunes ont plaidé pour l'offre d'une formation plus entrepreneuriale et le soutien et l'expansion de l'éducation à l'entrepreneuriat au niveau des lycées et collèges.
- **Le secteur agricole est le plus grand employeur du Sénégal. Beaucoup de jeunes ont manifesté leur intérêt pour l'agriculture et l'agro-industrie** et ont suggéré de fournir davantage un soutien financier, une formation technique et des ressources pour ce secteur.
- **Les disparités dans les opportunités d'emploi et de formation entre les zones urbaines et rurales sont significatives**. De façon récurrente, les participants au *YouthMap* en abordant tous les facettes de la question ont plaidé pour plus de ressources dans les zones rurales et éloignées.

PROTECTION DES BIENS D'UNE NATION : LA JEUNESSE, LA SANTÉ ET LA FORMATION D'UNE FAMILLE

GdS a réalisé des progrès significatifs dans le domaine des soins de santé ces dernières années : l'augmentation et l'amélioration du traitement pour les malades du SIDA et les femmes enceintes séropositives ; l'augmentation de la proportion des naissances dans les centres de santé ; le maintien du taux de séroprévalence à moins de 3 pour cent ; l'augmentation de l'accès des jeunes à l'information ; et la création d'importants centres de conseil pour adolescents dans lesquels 249 000 jeunes ont fait le dépistage du VIH SIDA. En tant que programme pilote, le GdS a également incorporé les droits à la santé sexuelle et reproductive (SSR) dans des stratégies d'éducation de cinq lycées dans trois régions ; dans le programme de formation des écoles, et dans son programme du diplôme de Master en éducation sportive.



Par exemple, à l'hôpital régional nous avons exigé qu'un garçon paie 2000 Fr, mais il n'avait pas l'argent et n'a pas reçu de traitement. Il avait un bras cassé et ses parents n'étaient pas là et nous l'avons laissé ainsi jusqu'à 22h. Nous avons besoin de soins gratuits."

— Participant YouthMap à Tambacounda

S'appuyant sur les données les plus récentes disponibles au niveau national*, plusieurs questions clés sur la santé des jeunes émergent :

- **L'accès.** Plus de la moitié (51%) des femmes âgées de 15 à 19 ans ne disposait pas de ressources financières pour avoir accès aux services de santé. 36% des répondants étaient contraints par la distance les séparant du centre de santé et 30% par le transport
- **La maternité précoce.** Dès l'âge de 17 ans, presque un cinquième des femmes (19%) a déjà eu un enfant. (la grossesse précoce est reconnue comme un risque à la fois pour la mère et ses enfants, amplifiant les effets négatifs sur la santé des jeunes.) la majorité des jeunes en grossesse (83%) reçoivent des soins prénataux d'une infirmière, d'une sage femme ou d'un travailleur auxiliaire. Cependant, 7% ne reçoivent pas de soins prénataux.
- **La planification familiale.** 4% de toutes les femmes âgées de 15 à 19 ans ont déclaré utiliser une méthode contraceptive en 2009 tandis que 10% des femmes mariées ont déclaré utiliser une méthode contraceptive.

* DHS (2005-2006) ; MIS (2008-2009) ; IMF (2010) ; Voir YouthMap Sénégal: The Road Ahead, Volume 1 (Section 4) and Volume 2 (Annex 7).

Les Politiques et Initiatives de santé du GdS

- La Stratégie Nationale sur la Santé de l'Adolescent vise à améliorer l'accès aux services de santé destinés aux jeunes
- Le Projet de Promotion de la Jeunesse (PPJ) a créé des centres de conseil et de dépistage sur les problèmes de MST SIDA et SR
- Les Ministères de la Jeunesse et de la Famille ont développé des plans d'action pour éliminer les mutilations génitales féminines.
- Le Plan National de Promotion de la Santé 2009 2018 a fait du renforcement des systèmes de santé et des mécanismes de financement des principales priorités.

Cependant, comme annoncé par le FMI (2008 2009), le Sénégal fait toujours face à une répartition inégale des services de santé entre les zones rurales et urbaines ; l'inaccessibilité des services en raison du manque de routes et de la dispersion des populations, les médicaments et les vaccins qui sont en stock limité et à un prix non abordable pour beaucoup de Sénégalais. Afin d'aider à faire face à ces écarts, l'USAID, IntraHealth, FHI 360, Plan International et d'autres acteurs

clés ont développé plusieurs programmes de santé et de Planification Familiale (PF) avec un volet formation pour renforcer les capacités des professionnels de la santé.

Les ressources face aux besoins : les perspectives des jeunes et des parties prenantes

Dans des groupes de discussion, les participants au *YouthMap* ont salué l'existence de services adaptés aux jeunes fournis par le Centre Ado, le CDEPS et diverses ONG mais ont fait écho de plusieurs des conclusions du FMI concernant leur accès :

“

C'est à cause du manque de ressources. En tant que jeune adulte, on ne peut pas s'asseoir et regarder sa mère sortir, travailler dur et te nourrir. Par conséquent, ces filles sont des prostituées, elles prennent la responsabilité d'aider leurs familles. Les parents ne devraient pas prendre de toi quelque chose qui a été mal acquis mais c'est à cause de la pauvreté que plusieurs filles s'adonnent à la prostitution.

— Participant YouthMap à Ziguinchor

- La plupart des **jeunes ont fait l'éloge des services adaptés aux jeunes offerts par le Centre Ado**, surtout son anonymat, la disponibilité des informations sur les maladies sexuellement transmissibles (MST) et la SR, et l'esprit d'ouverture du personnel dans le partage de l'information. Les jeunes tout comme les parties prenantes pensent que ces centres ont besoin de plus de ressources.
- Les jeunes ont déclaré recevoir **des informations utiles au Centre Ado ; du CDEPS, des pairs éducateurs, des campagnes de sensibilisation des ONG locales**, et des publiereportages des radios locales. Cependant, ils n'ont pas déclaré recevoir une éducation ou des informations sur la santé de la reproduction (SR) à l'école.
- **Parlant encore des disparités géographiques, les jeunes ont indiqué que l'accès aux centres de santé varie selon les régions.** Les jeunes vivants hors des grandes agglomérations et des villes ont déclaré que l'accès aux services de santé est très difficile. Les participants ont déclaré que le nombre des centres de santé doit être augmenté dans les zones rurales.
- Les jeunes ont remarqué que la qualité des services est aussi un problème en citant l'insuffisance de personnel, d'équipements médicaux et le manque de traitement approprié et de médicaments pour les maladies courantes.

- Les jeunes ont déclaré que le principal obstacle à l'accès aux services disponibles est le coût. Ils ont souligné qu'il est difficile de payer pour les services de santé quand leurs parents ne sont même pas capables de pourvoir à trois repas par jour.
- En ce qui concerne le tabagisme, la consommation de la drogue ou de l'alcool, la criminalité, la prostitution et les rapports sexuels non protégés, les jeunes perçoivent de tels comportements négatifs comme les symptômes de la pauvreté avec des jeunes qui cherchent à se faire de l'argent ou à échapper à leurs problèmes.
- Parlant des problèmes sexo-spécifiques, les jeunes dans chacune des régions font allusion au mariage et à la maternité précoce comme de sérieux problèmes avec des conséquences pour la santé maternelle et infantile, l'éducation et le statut économique.

En plus du débat général sur la santé dans les groupes de discussion, *YouthMap* a mené des discussions ciblées avec les séropositifs et les jeunes handicapés pour évaluer leurs expériences en matière de soins de santé et leurs besoins.

Les jeunes handicapés ont déclaré :

- L'accès physique à tous les services est l'une de leurs principales difficultés.
- Tous les services de santé spécialisés pour les handicapés sont concentrés à Dakar et limités dans d'autres zones.

Les jeunes séropositifs ont déclaré :

- Même dans les grandes villes, les services n'ont pas tous les médicaments nécessaires en stock.
- Dans les petits villages, les services locaux ne disposent pas de traitements VIH à moins qu'il ne soit commandé pour les patients. Comme les jeunes craignent la discrimination et la stigmatisation s'ils révèlent leur statut, ils se déplacent dans les villes voisines pour le traitement afin d'éviter cette stigmatisation. Quand les médicaments ne sont pas disponibles, cela peut engendrer à la fois des conséquences sanitaires et financières pour les jeunes en quête de traitement.

Des interviews avec les parties prenantes du secteur public et de la société civile ont confirmé les perceptions des jeunes en ce qui concerne l'insuffisance des services de santé et ont principalement attribué les écarts entre les besoins et les services aux restrictions budgétaires, au manque de personnel qualifié, et à l'insuffisance du personnel. Ils ont également confirmé que les centres de santé comme le Centre Ado ont besoin de plus de ressources, surtout en dehors des zones urbaines.

Principales Conclusions

Des recherches antérieures, les perceptions des jeunes et les opinions des parties prenantes confirment que **les besoins en soins de santé des jeunes dépassent de loin l'offre en soins de santé au Sénégal** :

- **Les services de santé et les équipements en dehors de Dakar sont très limités.** Richard-Toll, Kédougou, Tambacounda et les villages et villes environnants manquent d'équipements, de médicaments et de personnel qualifié
- **Les services spécialisés sont concentrés à Dakar.**
- **L'accès est une préoccupation** pour tous les jeunes interviewés et des difficultés majeures pour les jeunes handicapés ou séropositifs.
- **Le coût est le principal obstacle** pour tous les jeunes qui ont accès aux services de santé.
- Les réductions budgétaires, l'insuffisance du personnel et le manque de personnel qualifié sont les **principaux obstacles** à la prestation de services.
- Parmi les services offerts aux jeunes, ceux du Centre Ado et du CDEPS sont les plus appréciés pour leur anonymat, l'accès à l'information sur les MST et la SR et l'esprit d'ouverture du personnel.
- Au delà du problème strict de l'offre de services de santé et la demande, **le mariage précoce et les grossesses précoces** continuent d'être des problèmes importants pour les jeunes à travers le Sénégal.
- Tandis que les GdS ont essayé de diminuer les comportements négatifs en fournissant des services et des informations, ces **services doivent être augmentés, plus décentralisés en dehors de la capitale et étendus pour répondre aux liens existant entre la pauvreté, les comportements malsains et le manque de services et de ressources.**

PRÉPARER POUR DIRIGER : CITOYENNETÉ ET ENGAGEMENT

“

Je vais voter pour faire entendre ma voix.

La politique, soit on s'implique, soit on la subit.

— Participants au YouthMap

Paysage politique et civique

En 1996, le GdS a initié une série de réformes visant à promouvoir la bonne gouvernance. Le Document de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté II a également insisté sur la promotion de l'efficacité gouvernementale, la transparence et la règle de droit dans une société démocratique comme la clé de sa pro croissance et de ses efforts de réduction de la pauvreté. Le GdS a initié un certain nombre de programmes pour soutenir ces objectifs, encourager l'implication civique des jeunes et inculquer les valeurs démocratiques à sa jeunesse. Un certain nombre de partenaires du GdS cherchent à soutenir l'engagement civique. L'UNICEF soutient le développement du parlement des jeunes. L'ONG ouest-africaine Tostan cherche à

encourager le rôle des jeunes dans la prise de décision. Le programme de Décentralisation, de Gouvernance et de Transparence de l'USAID travaillent à promouvoir une meilleure gouvernance à travers un meilleur contrôle citoyen.

Les Programmes d'engagement civique du GdS

Les politiques et programmes pour soutenir l'engagement civique comprennent:

- Le programme Service Civique National fournit aux jeunes volontaires des traitements mensuels pour travailler avec les ministères du GdS, les centres de santé, les écoles et les ONG. Depuis 1998, il a soutenu 4000 volontaires.
- Vacances Citoyennes fournit aux jeunes une formation et une éducation en citoyenneté pendant les vacances scolaires.
- Le soutien et le financement pour les organisations de la société civile à travers le pays impliquent les jeunes dans le sport, les activités culturelles, les activités vacancières et la sensibilisation sur la santé.
- En partenariat avec l'UNESCO et l'Organisation Internationale de la Francophonie, le GdS est sur le point d'incorporer un Parlement de Jeunes au sein de l'Assemblée Nationale pour donner la parole aux jeunes dans la prise de décision publique.

Malgré ces efforts, les participants aux *YouthMap* décrivent un paysage politique et civique qui reste en deçà de leurs ambitions pour le Sénégal et leurs propres avenir, tout en exprimant leur désir de participer dans la vie politique et civique de leurs communautés et de leur pays.

La communauté et le Pays : les perspectives des jeunes

En tant que thème général à travers les GD, les jeunes ont exprimé un engagement fort à leurs communautés mais également un profond scepticisme sur le processus politique national.

En ce qui concerne la participation communautaire ...

- Les jeunes ont exprimé un grand sens d'appartenance à leurs communautés.
- Les jeunes ont exprimé un grand intérêt dans la participation aux groupes communautaires et la plupart a déclaré être impliqué dans au moins un groupe.

Le Profil de l'Engagement Civique des Participants au YouthMap

- 85% des jeunes de plus de 18 ans aimeraient s'inscrire pour voter
- 64% de jeunes hommes participent à des activités civiques
- 43% de jeunes femmes participent à des activités civiques

De ceux qui ne participent pas aux activités civiques:

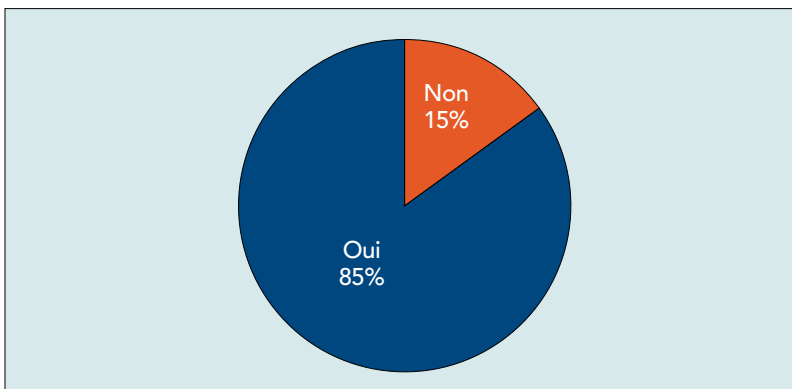
- 42% disent n'avoir pas "assez de temps"
- 22% disent qu'ils ne sont pas intéressés
- 19% disent "n'avoir pas d'occasion" d'y participer

- Comme raison principale de se joindre aux groupes communautaires, les jeunes ont cité avoir quelque chose à faire autre que être à la maison, à l'école, au travail ou à la recherche de l'emploi. Ils avaient également tendance à s'engager dans des activités dans lesquelles leurs amis sont impliqués.
- Dans les zones urbaines, les jeunes étaient souvent membres de leurs associations de quartier ainsi que des associations de citoyens originaires de leurs villages d'origine.
- Dans les zones rurales et éloignées, les jeunes s'étaient engagés à l'amélioration de leurs régions et leurs communautés mais visiblement ils ne se sentaient pas comme une partie de leur pays. Les participants que YouthMap qui n'étaient pas activement impliqués dans leurs communautés ont cité le manque de temps, les services et les occasions de le faire.
- Les jeunes hommes ont déclaré appartenir à diverses confréries religieuses ou dahiras et tirant un sens communautaire, une illumination spirituelle et une satisfaction de ces confréries.

En ce qui concerne la politique ...

- La politique a représenté la seule partie de la société civile que les jeunes ont rejetée. Dans l'ensemble, les jeunes ont déclaré que les politiciens ont fait beaucoup de promesses non tenues pour gagner leur confiance. Les jeunes ont déclaré qu'ils sont souvent manipulés ou utilisés par les partis politiques, surtout pendant les campagnes électorales.
- Toutefois, les jeunes ont estimé que seuls ceux qui ont un bord politique progressaient et trouvaient du travail.
- Cependant, les jeunes ont estimé que les autorités locales aidaient à soutenir les organisations civiques

Graphique 5 : Avez vous un téléphone portable ?



85% des participants au YouthMap avaient des téléphones portables mais seulement 47% avaient accès à Internet au moins une fois par semaine.

- En ce qui concerne le conflit en Casamance, les jeunes et les parties prenantes ont estimé que les négociations de paix ne progressaient pas. Les jeunes ont souvent fait la priorité au besoin de paix par rapport à d'autres problèmes ; en croyant fortement que la paix conduit à de meilleures conditions d'ensemble.

Un récent audit sur l'enregistrement des électeurs a estimé à 1.130.000 les nouveaux électeurs potentiels qui ont atteint l'âge de 18 ans pour les élections à venir. Cependant, la plupart de ces potentiels électeurs ne sont pas enregistrés ou n'ont pas de carte d'identité nationale. Ce groupe clé représente 23% du total des électeurs potentiels.

- Les jeunes étaient bien conscients de leur puissance potentielle dans les prochaines élections, en notant qu'ils ne devraient pas être oubliés en raison de leur grand nombre et ont l'intention de voter.
- Certains participants dans un GD de jeunes hommes inactifs à Kédougou ont révélé leur implication dans les émeutes de Décembre 2008. Ils ont attribué ces émeutes au manque d'emploi, à l'échec du gouvernement à répondre à leurs besoins et à un sentiment général de séparation du reste du pays. Ils ont également noté la frustration avec le GdS qui a permis aux compagnies minières de recruter des employés d'autres régions plutôt que la jeunesse locale.
- Comme les GD ont eu lieu pendant le déroulement des événements en Tunisie et en Egypte, les participants ont fait des références occasionnelles à d'éventuels futurs soulèvements au Sénégal

- Malgré le manque de confiance aux politiciens, la plupart des participants au *YouthMap* ont indiqué leur intention de voter. Près de 80 pour cent des personnes interviewées et 85 pour cent de ceux qui ont plus de 18 ans ont l'intention de s'enrôler pour voter lors des prochaines élections. Cependant, ce n'était pas évident qu'ils soient pleinement conscients du processus d'enrôlement des électeurs.

Principales Conclusions

Contrairement à la croyance populaire selon laquelle les jeunes ne sont pas intéressés par la société civile et le service communautaire, la citoyenneté est très importante aux yeux de la jeunesse au Sénégal. Cependant, ils sont extrêmement sceptiques sur les politiciens et les processus politiques du Sénégal.

D'autres conclusions clés sur l'engagement et la citoyenneté des jeunes sont les suivantes :

“

“Nous avons besoin de paix pour vaquer à nos occupations. Ici, notre principale activité est l'agriculture. Il ya de toute évidence un besoin en soutien matériel mais nous avons besoin d'abord et avant tout de paix.”

— Participant YouthMap à Ziguinchor

- Malgré la méfiance des politiciens, **la majorité des participants au YouthMap comptent voter aux prochaines élections.**
- Les jeunes ont décrit le besoin de développer leurs villes et leurs régions comme quelque chose de plus important pour eux que le développement au niveau national. **Bien que plusieurs déclarent leur fierté d'être Sénégalais, la plupart des jeunes ont estimé que la contribution au développement de leurs communautés et de leurs régions est plus importante.**
- La majorité des participants au *YouthMap* étaient impliqués dans des formes d'engagement civique notamment : la communauté, le sport, les groupes sociaux, culturels et religieux ; le volontariat et les clubs scolaires.

- Les jeunes ont déclaré qu'ils rejoignent des groupes pour avoir quelque chose à faire. Ces activités fournissent une issue à travers laquelle les jeunes peuvent se connecter à leurs pairs.
- Selon les participants au *YouthMap*, le Sénégal n'a pas encore atteint ses objectifs d'une société basée sur des valeurs démocratiques. Les jeunes ont couramment exprimé l'opinion selon laquelle le gouvernement ne fait pas d'efforts pour engager la jeunesse mais les décourage plutôt de participer au processus politique.
- La référence des jeunes aux émeutes de Kédougou et aux récents événements en Tunisie et en Égypte a fait penser à des préoccupations au sujet de troubles futurs au Sénégal.
- Les participants au *YouthMap* et les parties prenantes étaient frustrés par la lenteur des progrès dans les négociations de paix dans la région de Casamance.

ATTEINDRE LES PLUS VULNÉRABLES DU SÉNÉGAL : LES JEUNES À RISQUE

“

“Je pense que la ou il ya la guerre, cela contraint les jeunes gens à aller faire des choses. Parfois on voit des jeunes gens qui commettent des crimes et on dit qu'ils sont des rebelles. Ils n'ont rien à faire, rien à manger ; donc ils dévalisent les gens. Si on trouve un jeune qui vend de la drogue et on lui pose la question il vous dira qu'il n'a pas de métier et qu'il cherche de l'argent.”

— Participant YouthMap à Ziguinchor

Les cohortes de jeunes particulièrement à risque comprennent les jeunes handicapés, les jeunes déscolarisés (décrocheurs scolaires, jeunes de la rue et les talibés) ; les victimes du trafic ; les jeunes affectés par le conflit en Casamance ; les filles mères ; les jeunes engagés dans la prostitution ; les victimes de viol et de violences domestiques, et les jeunes consommateurs de drogue et d'alcool.

En plus de ces groupes à risque reconnus, les parties prenantes clés interviewées ont estimé que la plupart des jeunes du Sénégal sont à risque à un certain degré de détérioration des conditions de vie, des conflits régionaux et de l'érosion des valeurs sociétales.

Un certain nombre d'agences gouvernementales ciblent des services pour les divers groupes à risque (voir encadré). Cependant, *Youth-Map* a trouvé des programmes gouvernementaux et d'ONG qui s'efforcent de répondre aux besoins découlant de :

- Des enfants estimés au nombre de 100 000, la plupart étant des talibés, obligés de mendier à travers le pays, avec une estimation de 8 000 pour la seule ville de Dakar (UNICEF)

- Une estimation de 10,000-40,000 personnes déplacées internes par le conflit en Casamance en 2010.
- La forte présence de jeunes dans la population carcérale du Sénégal (DRSP II).
- Le rôle du Sénégal comme une source, un site de transit, et de destination pour la traite des enfants sexuellement exploités.
- Le rôle de la pauvreté généralisée dans la conduite des comportements à risque notamment l'abus de drogue et d'alcool, le taux élevé d'abandons scolaires et la criminalité.

Programmes du GdS pour les jeunes à risque

- PARRER, un partenariat multi sectoriel, travaille pour le retrait et la réinsertion des enfants de la rue, y compris les talibés.
- Un groupe inter agence du Ministère de la Justice s'occupe du trafic des enfants.
- Le Centre Ginddi du Ministère de la Famille répond aux besoins alimentaires, médicaux et autres des enfants victimes du trafic.
- L'AEMO, une entité sous forme de cour, assure la rééducation et la réintégration des mineurs (<18 ans) et des jeunes (18-21 ans).
- Les Centres d'Adaptation (CAS) sont des écoles de réforme qui assurent la rééducation des mineurs et/ou leur placement en adoption
- Le Centre de Sauvegarde (protection) s'occupe des mineurs en réponse à une décision de justice ou comme faisant partie de grandes mesures préventives.
- Les Centres Polyvalents, centres multi disciplinaires, combinent l'AEMO, les Centres de Sauvegarde, et les services CAS.

Les oubliés et les marginalisés : Les perspectives des jeunes et des parties prenantes

Pour capter la vie quotidienne des jeunes à risque, *YouthMap* a conduit les FDG avec des jeunes venant de diverses cohortes à risque (voir encadré) et a également interviewé les parties prenantes clés qui travaillent avec les jeunes à risque.

Cohortes de jeunes à risqué interviewés

- Jeunes déscolarisés et enfants de la rue trouvés dans des refuges et les écoles non formelles
- Décrocheurs
- Talibés
- Jeunes affectés par le conflit en Casamance
- Délinquants mineurs
- Jeunes handicapés
- Filles mères et jeunes engagés dans la prostitution
- Jeunes affectés par le VIH/SIDA

En évaluant ces commentaires, il est important de noter que les jeunes à risque déclarent qu'ils ont un accès limité aux informations sur les services disponibles à leur intention. Avec ce manque de conscience, l'impact des initiatives gouvernementales et non gouvernementales existantes peuvent être limitées ou sous estimées.

Les participants aux <i>YouthMap</i> et les parties prenantes ont reporté que ...	Et ont demandé ...
<ul style="list-style-type: none"> • L'accès au travail est extrêmement difficile en raison des perceptions négatives des employeurs et le manque d'éducation, de formation ou d'alphabétisation de base chez les jeunes à risque. • La pauvreté est le facteur moteur de la délinquance juvénile, de l'abus de la drogue et de l'alcool, de la prostitution et d'autres comportements destructeurs avec des jeunes désespérés qui cherchent à échapper aux difficultés quotidiennes. • Les jeunes se sentent piégés, exclus de la communauté et privés des droits aux soins de santé élémentaires, à l'emploi décent, à l'éducation et à la formation. • Les jeunes pensent qu'ils sont laissés de côté, que leur future et leurs besoins ne sont pas dans la priorité du gouvernement. Ils croient que l'argent et le soutien des bailleurs ne leur parviennent pas comme il se devrait. • Les jeunes se voient de plus en plus sans soutien parental ou social en raison de la violence, des conflits armés ; de l'urbanisation grandissante, de l'industrialisation et de l'éclatement des structures familiales. • L'une des ambitions exprimées par les jeunes à risque est d'avoir un emploi intéressant qui leur permet de gagner assez d'argent pour vivre décemment comme les autres jeunes de leur âge. 	<p>Des programmes de sensibilisation des parents sur les facteurs qui mettent leurs enfants à risque.</p> <p>Un soutien psychosocial pour les jeunes en conflit avec la loi ou vivant dans des zones de conflit.</p> <p>Des programmes de formation et de travail, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réintégration du système scolaire • Des bourses scolaires pour les enfants issus de familles démunies • Apprentissage • Des programmes d'alphabétisation • Des formations en affaires

Alors que les commentaires ci dessus s'appliquent à toutes les cohortes à risque, les jeunes affectés par des facteurs de risque spécifiques font face à des défis supplémentaires :

Les jeunes handicapés ont dit qu'ils ont besoin d'infrastructures qui prennent en compte leur handicap en fournissant un accès approprié. Ils pensent que le GdS devrait exiger que des emplois soient réservés aux handicapés.

Les jeunes déplacés ont plaidé pour la paix, la sécurité ainsi que les ressources nécessaires pour retourner dans les foyers et reconstruire leur vie. Les participants au *YouthMap* en Casamance ont souligné que les jeunes impliqués dans les agressions sont très probablement liés à des rebelles et ont été contraints à cette association.

Les Talibés ont déclaré avoir été contraints à leur situation par la pauvreté et le besoin de subvenir aux besoins de leurs familles. Les parties prenantes de la société civile ont plaidé pour la scolarisation et la formation à un métier en faveur des talibés et leur protection contre les traitements injustes et dégradants.

Les délinquants mineurs ont souligné la nécessité d'être retiré de leur milieu et l'assistance pour faire face aux effets de la négligence affective.

Les jeunes femmes ont souligné l'importance d'éradiquer toutes les formes de discrimination qui les privent d'éducation et de travail et les exposent aux violences domestiques, au mariage forcé et aux grossesses précoces. **Un certain nombre de parties prenantes ont souligné que les filles sont en fait l'un des groupes les plus à risque.**

Principales Conclusions

Globalement, les jeunes à risque partageaient les mêmes aspirations que les autres jeunes sénégalais : des emplois décents, l'accès aux infrastructures et aux services nécessaires, des communautés sécurisées et le soutien nécessaire pour échapper à la pauvreté. Néanmoins, des recherches de terrain de *YouthMap* Sénégal, les FGD et les interviews des parties prenantes ont tous souligné le fait que les besoins des jeunes à risque dépassent de loin les services disponibles. *YouthMap* Sénégal a trouvé que :

- **Alors que beaucoup de jeunes gens sont à risque dans la rue, beaucoup sont également ou moins visible-ment à risque à la maison.** Les jeunes gens dans la rue sont composés des talibés et des enfants de la rue qui survivent grâce à la mendicité, au travail précaire ou aux activités illégales. Les jeunes gens à la maison sont composés des domestiques, des décrocheurs scolaires, des déplacés et des victimes de la crise de Casamance. Les deux groupes souffrent des effets de la violence, des possibilités limitées et de la pauvreté. Cependant, **différentes approches et ressources sont nécessaires pour les atteindre « là où ils vivent » ;**
- Manquant d'environnements stables et d'éducation, les jeunes à risque sont surtout frustrés du fait qu'ils ne peuvent pas avoir accès aux emplois comme ils sentent les autres jeunes Sénégalais le faire.
- Les jeunes à risque du Sénégal se sentent intensément marginalisés. N'ayant pas accès à l'information et ignorant largement les programmes mis en place pour les aider, ils craignent que le GdS ne soit indifférent à leur avenir et que les ressources ne les atteignent pas comme il se devrait.
- Les jeunes croient que **la paix en Casamance est une priorité** et un préalable à une amélioration globale des conditions de vie.
- En dépit de leurs nombreux défis, les jeunes interviewés ont exprimé **l'optimisme que leurs conditions pourraient être améliorées s'ils étaient consultés sur leurs besoins en même temps que les politiques et les programmes sont développés et mis en œuvre.**

RÉSUMÉ : LA VOIE À SUIVRE

YouthMap Sénégal a été conçu pour répondre à plusieurs questions sur les jeunes du pays : quels sont leurs besoins et leurs espoirs ; comment répond-on à ces besoins aujourd'hui ; et comment les sociétés publique, privée et civile et les partenaires financiers pourraient les aider plus efficacement à l'avenir. En identifiant les écarts spécifiques entre les besoins des jeunes et les services et ressources disponibles, *YouthMap* fournit des informations essentielles pour orienter la programmation et les investissements futurs pour les jeunes. En donnant la parole aux jeunes affectés par ces écarts, *YouthMap* capte le potentiel humain qui pourrait inspirer ces investissements.

YouthMap Sénégal indique clairement que la voie pour la jeunesse sénégalaise est marquée à la fois par des obstacles et des espérances : des défis de la pauvreté généralisée et du chômage élevé au potentiel d'une population jeune et croissante désirant une vie meilleure. En répondant de façon réaliste aux défis et en impliquant entièrement les jeunes dans la recherche de solutions, *YouthMap* essaie de tracer une route plus lisse pour l'avenir, un meilleur futur pour le Sénégal et sa jeunesse.



L'International Youth Foundation® (IYF) mise sur le potentiel extraordinaire des jeunes. Fondée en 1990, IYF a établi et cultive sans cesse un réseau mondial d'entreprises, de gouvernements et d'organisations de la société civile pour permettre à davantage de jeunes de devenir des citoyens sains, productifs et engagés. Les programmes d'IYF sont les catalyseurs d'un changement permettant aux jeunes d'obtenir une éducation de qualité, d'acquérir des compétences pour l'emploi, de faire des choix sains, et de contribuer à l'amélioration de leurs communautés.

Pour en savoir plus, visitez www.iyfnet.org